

XI. CONTRE-ARGUMENTS

Dans le dernier chapitre de notre document (« Que faire ? »), nous avons énuméré, entre autres, les tendances politico-sociales actuelles et futures contre lesquelles la classe ouvrière doit polémiquer et combattre politiquement : la technocratie, c'est-à-dire « le socialisme des directeurs », le parti des fermiers, c'est-à-dire « le socialisme des bons exploitants », et la petite bourgeoisie, c'est-à-dire « la démocratie chrétienne ».

Ce point, ainsi que le programme et le chapitre « Que faire ? » même, ont soulevé des objections importantes, auxquelles nous essaierons de répondre maintenant. La première de ces objections, concerne notre attitude envers la technocratie.

« Le socialisme des directeurs » ne change pas la situation de l'ouvrier dans le processus de la production, il maintient l'exploitation ; il est donc une nouvelle forme de dictature sur la classe ouvrière, la majorité des paysans, les intellectuels. Nous ne nous prononçons pas contre lui à la suite d'un calcul, mais parce que consciemment, nous avons choisi l'autre côté de la barricade. De plus, on nous a reproché d'avoir choisi la voie de la révolution prolétarienne, alors que, nous dit-on, le programme de la technocratie résout également la crise et peut, d'autre part, être réalisé par la conjonction de pressions venant d'en-bas et de réformes venant d'en-haut — c'est-à-dire sans révolution et sans les dangers qui en découlent.

Remarquons d'abord que les partisans de cette opinion ont également **choisi** leur côté de la barricade et que, donc, nous discutons à partir de deux points de vue opposés. D'autre part, bien qu'ils se servent d'arguments dits réalistes, nous estimons que ce sont des utopistes. En Yougoslavie, le système technocratique n'a pas remplacé un système bureaucratique déjà structuré ; mais il est issu directement de la fluidité post-révolutionnaire des rapports sociaux et politiques dans un contexte international spécifique, et avec les nécessités économiques qui en découlaient. On pourrait croire que dans notre pays toutes les conditions pour l'application d'une réforme technocratique étaient réunies en 1956-1957 : celle-ci aurait apporté une solution à la crise et une stabilisation durables. Pourtant, la bureaucratie ne l'a pas permis. Nous estimons que ceci était inacceptable pour elle pour deux raisons.

Premièrement, la bureaucratie constitue une classe dominante structurée et défendait par tous les moyens les rapports de production qui se trouvent à la base de sa domination. On a bien vu (chapitre III) que la réforme technocratique implique **un changement des rapports de production**. Si cet argument paraît anachronique, aux « marxistes d'antan » nous attirons l'attention sur une deuxième raison également importante. Nous vivons à l'époque de la crise générale du système, lorsque la position de la classe dominante se